
[La lutte contre le changement climatique regroupe toutes les autres](#)

Pour les peuples qui luttent pour leurs droits dans les régions boisées, le changement climatique semble très éloigné de leurs préoccupations immédiates. Pourtant, qu'ils le sachent ou non, ces peuples comptent parmi les protagonistes les plus importants et engagés quand il s'agit de protéger le climat de la Terre.

Par exemple, ceux qui s'opposent à l'exploitation forestière industrielle dans leurs territoires pensent peut-être qu'ils luttent uniquement pour leurs droits et leurs moyens de vie. Et, bien entendu, c'est cela qui est en jeu pour eux. Cependant, en faisant cesser cette exploitation ils sont aussi en train d'éviter la libération de grandes quantités de dioxyde de carbone – le principal des gaz à effet de serre responsables du réchauffement de la planète – qui sont stockées dans la biomasse forestière.

De même, les populations qui luttent contre les grands barrages hydroélectriques empêchent que d'énormes volumes de gaz à effet de serre comme le méthane, le CO₂ et l'oxyde d'azote soient émis par les réservoirs de ces barrages ; elles empêchent en outre la libération du CO₂ contenu dans les forêts qui seraient détruites et provenant de bien d'autres sources associées à la construction des barrages.

Les communautés autochtones et tributaires des forêts qui s'opposent aux plans des gouvernements ou des entreprises de 'convertir' (détruire) les forêts pour l'agriculture industrielle et l'élevage, les plantations d'arbres et de palmiers à huile, l'élevage de crevettes ou l'exploitation minière, sont en fait en train de protéger le climat du monde en évitant la libération dans l'atmosphère d'énormes quantités de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre.

Les populations forestières qui s'opposent à l'exploration et la production pétrolière dans leurs territoires sont encore plus directement liées à la lutte contre le changement climatique, car elles font exactement ce qu'il faut faire : éviter l'extraction, et donc le brûlage, des combustibles fossiles qui sont la source principale et, du point de vue du climat, la plus grave, des émissions de CO₂ associées au réchauffement planétaire.

Ainsi, il suffit d'avoir une connaissance minimale des causes du changement climatique pour comprendre que, de toute évidence, les luttes de ces populations préviennent en fait que le climat continue de changer. Pourtant, la plupart de ces luttes sont réprimées et criminalisées par des gouvernements qui ont signé et ratifié la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 1992. De même, les entreprises qui participent directement ou indirectement à ces investissements ont leur siège dans des pays (surtout du Nord) qui ont signé et ratifié la Convention.

La conclusion est évidente : en réprimant ces luttes, ou en soutenant les entreprises impliquées dans le problème, les gouvernements violent non seulement les droits des populations locales mais encore la Convention des Nations unies créée pour trouver une solution au danger le plus grave que l'humanité ait jamais encouru : le changement climatique.

En outre, les 'solutions' avancées par les gouvernements pour lutter contre le changement

climatique ont souvent d'autres conséquences écologiques et sociales qui suscitent la résistance locale. Par exemple, pour éviter de réduire leurs propres émissions, les pays du Nord ont fortement contribué à la création de mécanismes qui visent à les 'compenser'. L'un d'eux encourage l'établissement de grandes plantations d'arbres censées fonctionner comme 'puits de carbone'. Or, d'innombrables communautés du monde entier luttent déjà contre des plantations du même type. Une autre 'solution' proposée pour éviter d'introduire les changements nécessaires dans les modes de production et de consommation qui aboutissent au changement climatique est la production d'agrocarburants (de maïs ou de soja, de palmier à huile ou d'eucalyptus) qui, eux aussi, se sont avérés dévastateurs pour la société et l'environnement et ont donc suscité l'opposition locale organisée.

Il n'est pas facile de savoir si ces 'solutions', et d'autres tout aussi absurdes, proviennent des délégués gouvernementaux à la Convention sur le changement climatique ou des groupes de pression des entreprises, dans leur pays ou présentes à la Convention. Ce qui ne pose pas de doute est que de nombreuses entreprises et entrepreneurs en tirent profit ou comptent en tirer profit.

En ce qui concerne le climat, la situation actuelle montre bien que ceux qui ont le pouvoir de faire changer les choses – les gouvernements – ne veulent pas prendre les mesures nécessaires.

En revanche, de très nombreuses personnes se mobilisent de diverses manières au plan local, autour de thèmes vapparemment très éloignés du problème du climat, tels que la réforme agraire, l'agriculture artisanale, la souveraineté alimentaire, les droits autochtones et traditionnels, l'égalité des sexes, les droits de l'homme, la pollution, la consommation et bien d'autres encore. D'une manière ou d'une autre, la plupart de ces luttes (ou même toutes) ont des rapports avec le climat ; ainsi, ces mouvements de résistance pourraient faire partie d'un mouvement bien plus large destiné à prévenir le changement climatique. Le changement climatique serait donc le thème commun regroupant ces divers mouvements locaux, régionaux et internationaux et permettant de produire les grands changements économiques et sociaux nécessaires pour atteindre cet objectif.

Pendant que les gouvernements jouent du violon – pour la plus grande joie des entreprises – l'avenir de l'humanité est entre les mains des peuples.